

ROUGE

Espoir

Numéro 98
Supplément n°8

Supplément N°98 - 7 mai 2020 - 2€ - Commission Paritaire : 0211P11165 - 29, avenue du Maquis - 46000 Cahors - lot.pcf.fr - Gérant : Jean-Christophe Vialaret

DRÔLE DE 1^{er} MAI !

Depuis des décennies, des centaines de milliers de manifestants foulent le pavé aux quatre coins du pays pour commémorer les luttes ouvrières réprimées dans le sang qui ont permis de conquérir des droits pour les travailleurs. Nous nous retrouvons à Cahors, à Figeac, à Biars sur Cère où la section du Haut-Quercy avait pris l'habitude de proposer la vente solidaire du muguet. Cette année, et pour la première fois depuis 1945, le confinement a interdit tout rassemblement. Mais les travailleurs ont trouvé

la parade. Les manif's virtuelles sur la toile ont, l'espace d'un moment, éclipsés les rassemblements plus traditionnels. L'important était que la fête internationale des travailleurs soit marquée au fer rouge et elle l'a été. D'autant que le Medef en redemande toujours plus et veut laminer les droits des salariés. Il trouve dans cet objectif un allié de choix avec ce gouvernement à la botte du capital et de la bourgeoisie. Voilà pourquoi, malgré des conditions précaires, il était indispensable en ce 1^{er} mai d'exprimer la colère du monde du travail. Confinés de force, mais ni muselés, ni résignés. La pandémie montre l'extrême fragilité de ce monde. Elle doit servir d'alerte et faciliter la prise de conscience pour abattre le mur de l'argent et repenser la vie en société. Il est urgent d'opérer d'autres choix ! Cela passe par une juste répartition

des richesses pour que des milliards d'êtres humains ne soient plus privés d'eau, de nourriture, de médicaments, d'énergie, d'éducation et de liberté. Tout comme il faut œuvrer contre le réchauffement climatique et mettre la finance au service de l'humain. A quoi sert-il de militariser la planète qui ressemble déjà à une immense garnison et dont l'arsenal nucléaire menace d'éradiquer toute vie sur terre ? Cette crise sanitaire aura montré le rôle déterminant des soignants. Elle aura prouvé que seuls les travailleuses et les travailleurs - vrais premiers de cordée - créent des richesses et font tourner l'économie. Pourtant, les profits continuent à être accaparés par une minorité de rapaces. Après plusieurs semaines de confinement, l'économie est à terre. Nouvelle démonstration s'il en fallait de l'efficacité de la grève ! Les entreprises du CAC 40, les banques, regorgent de fric. Alors pourquoi ne pas mettre ce pognon de dingue au service des collectivités, des services publics comme l'hôpital ? Pourquoi ne pas injecter des moyens financiers dans la Sécurité Sociale, dans la recherche, dans des productions durables et utiles pour répondre aux

besoins sociaux et lutter contre les inégalités ? L'argent existe : il doit servir à valoriser celles et ceux qui montent au front, pas avec des primes aléatoires, mais avec des salaires et des retraites revalorisés, pour éradiquer le chômage et la précarité. Gouverner c'est prévoir. Nous payons le prix fort de politiques ancestrales de fermetures de lits, de réductions d'effectifs et de restrictions budgétaires. Alors, opposons nous résolument à ceux qui continuent d'exercer leurs cupides méfaits, au risque de nous



emmener dans le mur. Pas question de payer leur crise. Reprenons le pouvoir de dire non, mais surtout reprenons le pouvoir d'agir, d'exiger et de ne jamais renoncer. La pénurie de masques, à la production incertaine, à la livraison rocambolesque et à la délivrance payante alors que la règle devrait être la gratuité, est un scandale supplémentaire. Un exemple de plus de l'incurie de ceux censés tracer le chemin mais qui fixent arbitrairement les conditions d'un déconfinement le 11 mai, en dépit des recommandations scientifiques. Les collectivités sont aux premières loges car le gouvernement leur refile la patate chaude. Mais les moyens ne suivent pas et le désarroi des élus locaux est grand. L'absence de ligne directrice claire ajoute aux inégalités sociales et territoriales des inégalités face au déconfinement. Rien ne s'oublie, rien ne s'efface. Surtout pas la gestion calamiteuse de la crise sanitaire et les atermoiements du Chef de l'État et de son gouvernement. L'heure venue, nous n'aurons pas la mémoire courte !

Serge Laybros

SOM
MAIRE
PCF
PARTI COMMUNISTE

- Page 1 : Drôle de 1^{er} mai
- Page 2 : Disparition d'Idir, citoyen du monde
- Page 3 : Déclaration des élu-e-s de la région Occitanie
- Page 4 : Des nouvelles du POLT | Le département 93 dans la tourmente de la crise sanitaire | Coup de gueule de M. Dauba
- Page 5 : Aéronautique : du souci à se faire dans le Figeacois
- Page 6 : L'hôpital outragé, brisé, martyrisé et maintenant privatisé ?

- 150^e anniversaire de Lénine | Réouverture du bureau de Poste de Lalbenque
- Page 7 : Le Lot voit rouge
- Page 9 : Les masques tombent
- Page 10 : Le travail virtuel : nouveau fétichisme de la marchandise
- Page 11 : La solidarité internationale du peuple cubain
- Page 12 : Maman j'ai peur !

DISPARITION « A VAVA INOUVA » « MON PETIT PÈRE » EN LANGUE BERBÈRE

IDIR nous a quitté, mais son esprit sera toujours là ! Le légendaire chanteur Kabyle IDIR s'est éteint samedi 2 mai à l'hôpital Bichat. Il avait 70 ans. Il a succombé à une maladie pulmonaire dont il souffrait depuis des années, et, précise sa famille, maladie qui n'avait rien à voir avec le coronavirus. L'Huma, la Fête de l'Humanité et tous les amoureux de la World Music sont en deuil avec la perte d'une icône de la musique kabyle, et la perte d'un ami fidèle, généreux et d'une fraternité sans borne !

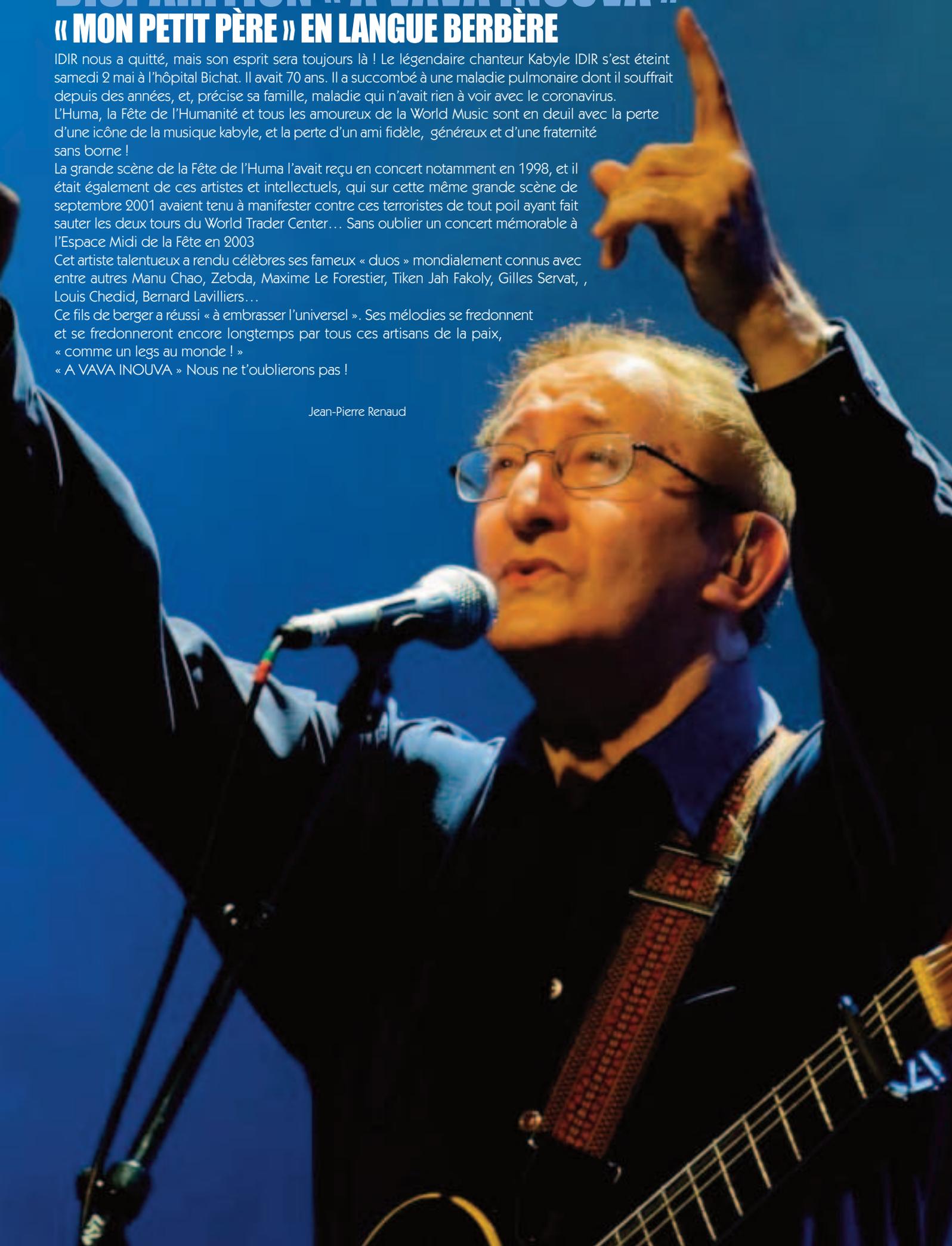
La grande scène de la Fête de l'Huma l'avait reçu en concert notamment en 1998, et il était également de ces artistes et intellectuels, qui sur cette même grande scène de septembre 2001 avaient tenu à manifester contre ces terroristes de tout poil ayant fait sauter les deux tours du World Trade Center... Sans oublier un concert mémorable à l'Espace Midi de la Fête en 2003

Cet artiste talentueux a rendu célèbres ses fameux « duos » mondialement connus avec entre autres Manu Chao, Zebda, Maxime Le Forestier, Tiken Jah Fakoly, Gilles Servat, Louis Chedid, Bernard Lavilliers...

Ce fils de berger a réussi « à embrasser l'universel ». Ses mélodies se fredonnent et se fredonneront encore longtemps par tous ces artisans de la paix, « comme un legs au monde ! »

« A VAVA INOUVA » Nous ne t'oublierons pas !

Jean-Pierre Renaud



Déclaration des élu-e-s communistes et apparenté-e-s de la région Occitanie (29 avril 2020)

La pandémie de coronavirus place notre pays et l'ensemble de l'humanité face à d'immenses défis. À commencer par celui de sauver les vies menacées, de protéger toute la population. Elle révèle aussi une crise de civilisation profonde et les méfaits désastreux de décennies de libéralisme qui ont fragilisé les services publics et les moyens de production industrielle nationale et par conséquent notre capacité d'action face à la crise sanitaire.

Une crise économique de grande ampleur est annoncée. Le confinement systématique sans un dépistage déployé, annoncé très tardivement l'a précipitée et amplifiée dans un contexte de crise systémique de la société capitaliste. Les plus pauvres, précaires, mal-logés, les retraités, les éloignés des services publics vont-ils encore en être les premières victimes après avoir payé le plus lourd tribut au coronavirus ? La gestion gouvernementale de l'entrée en confinement comme celle annoncée du déconfinement est particulièrement calamiteuse, chaotique, hors des réalités vécues par les femmes et les hommes de nos territoires.

Comment allons-nous répondre aux besoins de la population de notre Région quand le taux de pauvreté est déjà conséquent ? Comment aider ceux qui ont recours aux trop précaires emplois saisonniers qui permettent aux étudiants de mener à bien leur scolarité et à d'autres de survivre des allocations chômage le reste de l'année ? Comment accompagner le secteur culturel déjà contraint d'annuler un grand nombre d'événements, et la disparition de toutes les retombées économiques qui en découlent ?

- Faire rayonner notre place de fenêtre sur la Méditerranée, en faisant du port de Sète-Frontignan une place incontournable de nouvelles façons d'appréhender les échanges Nord-Sud, en offrant un débouché à une filière industrielle à reconstruire en urgence et de Port la Nouvelle celui de l'emploi et de la transition énergétique.
- S'appuyer sur le savoir-faire universitaire et les implantations décentralisées pour développer massivement l'accès à une éducation publique et de qualité. Pour l'avenir, c'est une priorité.
- Créer une véritable filière de Santé Publique, des bancs de la Fac aux laboratoires pharmaceutiques. Nous portons la nécessité d'avoir une maîtrise nationale de la recherche, de la production et de la distribution des médicaments et des dispositifs médicaux.
- Sortir du « tourisme commercial », en développant un tourisme de qualité, social et environnemental, quatre-saisons, en mettant en avant notre riche patrimoine historique et naturel.

Le carcan financier imposé par le gouvernement doit sauter ! Les collectivités locales doivent avoir les moyens de décider les politiques de proximité qui ont démontré leur utilité. Une refonte complète de la fiscalité est indispensable. Dans l'attente, les emprunts pour équilibrer les comptes sont indispensables, d'autres à très longs termes pour les grandes infrastructures doivent impérativement être possibles.



Dès à présent, nous agissons dans la majorité régionale pour que le plan d'urgence sanitaire, économique et solidaire réponde largement. Au-delà, nous mettons au débat un certain nombre de pistes parmi lesquelles :

- Mettre en valeur notre position centrale dans le sud de l'Europe, véritable carrefour autoroutier (A9, A75 et A61 proche) et ferroviaire (Paris, Barcelone, Toulouse, Lyon, Marseille) pour développer des mobilités collectives pour les femmes et les hommes comme les marchandises. Nous portons la nécessité d'une avancée significative sur l'utilisation de carburants propres. Nous avons besoin d'une intermodalité large avec les transports doux sur l'ensemble du territoire régional.
- La nationalisation d'entreprises de certains secteurs d'activités est nécessaire. C'est le cas de la construction aéronautique autour d'Airbus qui doit aussi s'orienter vers des transports aériens de la transition énergétique.

Face au coronavirus et au confinement, nous ne sommes pas égaux. Le confinement aggrave les conséquences des inégalités sociales : inégalités devant les apprentissages scolaires aujourd'hui largement dépendant des parents, inégalités face aux conditions de confinement selon la surface, le confort du logement et ses extérieurs, inégalité alimentaire selon les revenus et la mobilité, inégalité dans l'accès et la pratique du numérique...

Alors que chacun vit le confinement individuellement, ce sont des solutions collectives qu'il nous faut trouver. Il s'agit maintenant de penser la rupture avec ce système capitaliste qui est directement responsable de la mise en danger de nombreuses vies humaines. Il s'agit maintenant de construire ensemble une société nouvelle mettant enfin l'humain et la planète au centre des préoccupations.

Des nouvelles du POLT !

La bataille du rail est un marqueur fort de la résistance à la casse du service public dans le Lot. En ces temps incertains, où la mobilisation est rendue aléatoire par le confinement, les associations n'en continuent pas moins de poursuivre leur tâche. Nous avons très souvent évoqué dans nos colonnes les différentes initiatives pour défendre et promouvoir la ligne SnCF Paris - Orléans - Limoges - Toulouse (POLT) qui dessert dans notre département les gares de Cahors, Gourdon et Souillac. Alors, où en sommes nous de ce dossier ? Tout d'abord, la commande pour doter cet axe de nouveaux trains a été signée fin 2019. Elle suit normalement son cours et pour l'instant ne semble subir aucun retard. Les premières livraisons pourraient intervenir en 2023. Est aussi actée une proposition de constitution d'un groupe de travail dont l'objectif serait de travailler à engranger des réductions de temps de parcours significatives. Le gain pourrait être de 45 mn entre Paris et Toulouse, donc entre la



capitale et le Quercy. Ce serait une amélioration très significative mais rien n'est gagné. La recherche des financements se poursuit et il faudrait qu'elle soit validée avant fin 2020 pour ne faire prendre aucun retard aux travaux indispensables sur les infrastructures. Il est incontournable d'inscrire parmi les priorités d'investissements ceux concernant le transport ferroviaire fret et voyageurs car ils contribuent à la préservation de l'environnement. Nous devons être vigilants et ne pas nous laisser endormir par de belles promesses. Il faut veiller à ce que sur les 712 kms de la ligne Paris - Toulouse, les travaux se déroulent, voire s'accélèrent, dans le calendrier initial prévu afin d'accueillir dans les meilleures conditions, dès 2023, les trains de nouvelle génération. Bonne nouvelle, nous avons appris récemment le retrait de la candidature de Flixbus, opérateur privé, qui s'était positionné pour faire rouler des trains sur l'axe Polt. Autre objectif sur lequel nous travaillons, celui d'obtenir 14 aller-retour quotidiens sur cet axe, à la fois pour le rendre incontournable dans toute stratégie publique de relance du rail et aussi pour mieux irriguer les territoires périphériques grâce à leurs réseaux de dessertes fines qui s'en trouveraient ainsi régénérés. Cela vaut notamment sur notre territoire pour Brive - Aurillac et Brive - Rodez. Polt doit constituer l'épine dorsale et les lignes dites secondaires ses greffons indispensables. Pour le bien de tous !

Serge Laybros

Le département du 93 dans la tourmente de la crise sanitaire

C'est en France, 6^e puissance mondiale qu'il risque d'y avoir des émeutes de faim. Le département du 93 parmi les plus pauvres de notre pays, paye un très lourd tribut à la crise sanitaire actuelle. La mortalité importante enregistrée est le résultat des politiques menées depuis des années en matière de santé. La sous-dotation médicale fait que plus d'habitants souffrent de pathologies lourdes, associé à une grave crise du logement, à un taux de pauvreté et une grande précarité dans le travail aboutissent à une catastrophe sanitaire.



Cette situation n'est pas nouvelle et les parlementaires, maires, élus régionaux et départementaux communistes réclament des mesures d'urgence pour rétablir l'égalité républicaine en Seine-Saint-Denis. Les élus communistes agissent dans de nombreuses manières : mobilisation des centres municipaux, suivi social des locataires, cellules d'écoute, aides aux repas, protection des personnels... Les pouvoirs publics doivent se saisir des initiatives solidaires pour développer partout de nouvelles solidarités. Il faut débloquer des aides sociales d'urgence destinées à l'alimentation, mettre en place des banques alimentaires pour pallier les fermetures de la restauration scolaire. Le redressement de la situation appelle le développement des services publics dont l'épidémie a mis en évidence le rôle essentiel.

J'ai mal à mon 93 et pour finir cette phrase d'une habitante : J'aime ce département, car il y a plus d'humains touchants que chez les riches.

Jean-Yves Blondeau

Information décisive... « Coup de gueule » de Michel Dauba

Dans une interview à La Dépêche mi-avril, notre députée La REM Huguette Tiegna nous apprend que l'économie du Lot, département touristique, agricole (le vignoble) et industriel (l'aéronautique figeacoise), souffre du confinement et de la crise économique qu'il engendre. Merci madame ! Et quant à savoir ce qu'elle envisage ? Réponse : le gouvernement prendra les « mesures adéquates ». Encore merci madame pour la précision ! Si c'est comme en matière de protection sanitaire, nous pouvons dormir tranquilles ! Voila à quoi on en arrive quand on n'a pas d'autonomie de pensée et que le « patron » change chaque jour ses annonces, sinon de politique.



AÉRONAUTIQUE : DU SOUCI À SE FAIRE DANS LE FIGEACOIS

L'Humanité de ce jeudi titrait : « **Airbus et l'aéronautique entrent dans la tempête** : diminution des cadences de production, mise en sommeil des projets de recherche/développement, licenciements dans les compagnies aériennes et réduction de la voilure chez les constructeurs et équi-

années. Les spécialistes les plus optimistes estiment ce délai à plusieurs années, alors que d'autres, considérant le caractère particulièrement polluant du transport aérien et faisant l'hypothèse d'un recul de la demande, s'interrogent même sur le caractère souhaitable d'un tel retour, y compris

plans de licenciements, etc.

Dans une période où, au vu des dégâts de la mondialisation et des défis du réchauffement climatique, il est question de « changer nos façons de consommer et produire », de « réindustrialiser » le pays, de « relocaliser » en France et en Europe



pementiers sous traitants ». Et la Dépêche du Lot du même jour : « **Figeac Aéro et Ratier, fleurons de l'industrie figeacoise avec 2000 emplois vacillent** sous l'effet dévastateur du Covid 19 dans l'Aéro ». Jusqu'à un collectif toulousain (Fondation Copernic, Attac, Université populaire de Toulouse, Amis du Monde Diplo) qui analyse la situation en s'interrogeant : « Toulouse, le syndrome Détroit ? (1) ». En effet, les perspectives sont inquiétantes à moyen et long terme : toutes les raisons, sans panique toujours mauvaise conseillère, de voir les réalités et d'y réfléchir, comme le font d'ailleurs tous les syndicats de salariés de la branche.

La construction aéronautique, comme la navale (dont les grands paquebots : penser à Saint-Nazaire), est très dépendante : à la fois de l'internationalisation des échanges par la « mondialisation » (celle justement qui vient de montrer ses limites et ses dégâts dans les actuelles « ruptures des chaînes d'approvisionnements ») et du développement sans précédent du « tourisme de masse » avec les compagnies « lowcost ». Bref, un secteur qui tardera à retrouver son âge d'or des dernières

si le progrès technologique permettait de « décarboner » les avions. Et des cessations d'activité de compagnies à bas coûts étant jugées probables, un marché des appareils d'occasion va peser rapidement sur le niveau des commandes d'avions neufs. A cela s'ajoute la logique financière des exploitants : quelle rentabilité auraient des avions qu'on ne pourrait remplir qu'à moitié face aux risques récurrents d'épidémies et aux contraintes de « distanciation sociale » devenues la norme ?

A Figeac, après l'arrêt momentané des activités, les directions ont imposé la reprise progressive dans des conditions sanitaires critiquées par les syndicats, puis cherché à négocier des organisations du travail visant à rattraper les productions perdues : récupérations sur les congés, nouvelles rotation des équipes à effectifs global réduits, réduction de l'intérim, etc. Les travailleurs, avec leurs syndicats ont raison de lutter contre les tendances bien connues des directions à régler sur leur dos les difficultés. Mais il s'agira de bien autre chose si venaient à l'ordre du jour : les restructurations, les réinternalisations d'activités de sous-traitance chez les constructeurs, les

des activités stratégiques et indispensables néanmoins transférées en Asie ou ailleurs depuis trois décennies, il ne serait pas idiot, pour préserver l'emploi dans les secteurs qui s'avèrent menacés, de préparer au plus tôt les reconversions-diversifications et qualifications nouvelles dont nous allons avoir besoin. Cela suppose, dans les entreprises concernées, plutôt que les « plans sociaux » qui donnent trop facilement quitus aux entreprises, d'envisager avec les pouvoirs publics et les syndicats, des programmes de réduction du temps de travail avec plans de formation de grande ampleur. Il est temps de reparler du projet de loi communiste de « Sécurité Emploi Formation », en même temps que de la « conditionnalité emploi » des aides publiques.

(1) **Détroit : ville américaine symbole de la désertification industrielle dans l'automobile**

Michel Dauba

L'Hôpital outragé, l'Hôpital brisé, l'Hôpital martyrisé... et maintenant privatisé ?

« L'Hôpital a tenu ! » a clamé Édouard Philippe en présentant sa stratégie de déconfinement devant l'Assemblée Nationale. Oui, l'Hôpital a résisté. Les patients les plus graves ont été pris en charge dans des conditions acrobatiques. D'autres ont été isolés à domicile, sans considération des conditions de logement ou d'accès au numérique déployé pour mieux confiner. Les EHPAD ont été laissés à l'abandon. Les soignants ont fait abstraction de leurs craintes concernant leur santé ou celle de leur entourage pour prendre en charge les malades, conscients qu'ils étaient, faute de matériel de protection, potentiellement vecteurs du virus. L'hôpital a été restructuré à la vitesse de l'éclair selon les mesures contenues dans la loi Buzyn : la télémédecine a été développée ainsi que les consultations téléphoniques. Des centaines de lits ont été fermés, pour réaffecter les personnels en sous effectif aux unités covid.

Les interventions non urgentes ont été reportées, pour ne pas risquer d'engorger les services de réanimation déjà sous tension. L'activité de chirurgie est à ce jour presque à l'arrêt. Les examens non urgents ont été reprogrammés. Cette réorganisation, la crainte de surcharger les urgences à bout de souffle, la peur de contracter le virus à l'hôpital a conduit une grande partie de la population à renoncer à soigner des pathologies qui deviennent aujourd'hui urgentes, ou qui pourront avoir de lourdes conséquences.

Le renoncement aux soins pour raison de confinement a atteint des taux préoccupants. Le renfort de la réserve sanitaire a été une aide précieuse, qui n'a plus été jugée nécessaire dès lors que l'épidémie a atteint la phase de plateau.

Alors oui, l'hôpital a tenu. Mais au décours de l'épidémie qui l'a frappé, il retrouve les mêmes problématiques de manque de moyens matériels et humains. Et il n'est certainement pas vaillant pour affronter une « seconde vague » ou un autre problème sanitaire d'envergure.

Les économies sont au programme pour équilibrer les budgets, tout comme l'ouverture au marché privé des portes de l'hôpital qui n'aura plus de public que le nom. L'hôpital public a fait la démonstration qu'il était le seul capable de coordonner des actions à l'échelon national. Il est impératif qu'il soit la pierre angulaire autour de laquelle reconstruire le système de santé et articuler l'accès aux soins. Nous voulons des ouvertures pérennes de lits, de services, de structures médico-sociales et la création de postes aux salaires attractifs et revalorisés. Nous revendiquons l'annulation de l'ensemble des plans de retour à l'équilibre financier dans les hôpitaux et les EHPAD.



Lydie Lymer

150^e anniversaire de la naissance de Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine

Lénine fut un théoricien de génie, un grand révolutionnaire, un des fondateurs du marxisme-léninisme, le créateur du Parti Communiste et du premier État socialiste des ouvriers et paysans.

Cet homme, immense personnalité, qui restait simple, modeste, naturel et ne soulignait jamais ses mérites historiques exceptionnels. Entièrement voué à la transformation révolutionnaire du monde, la révolution socialiste d'Octobre occupe une place particulière dans sa vie.

Son rôle important dans le développement de la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière française est à souligner. Nous ne pouvons pas faire abstraction de celle-ci.

Jean-Yves Blondeau

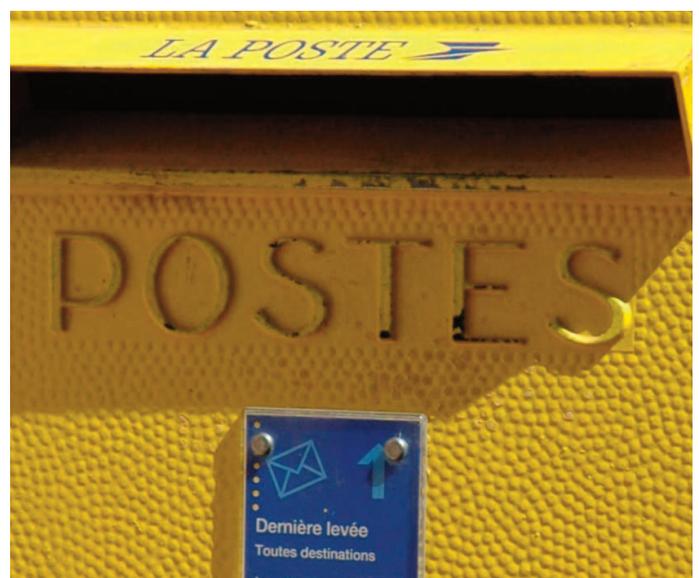


La Poste : Réouverture du bureau de Lalbenque

La semaine dernière, nous avons relayé le courrier de Jean-Claude SAUVIER, maire PCF de Laburgade, demandant la réouverture du bureau de Poste de Lalbenque. Il a été entendu puisque La Poste va rouvrir le bureau de Lalbenque tous les mardis de 8h45 à 12h15 et de 14h00 à 16h30.

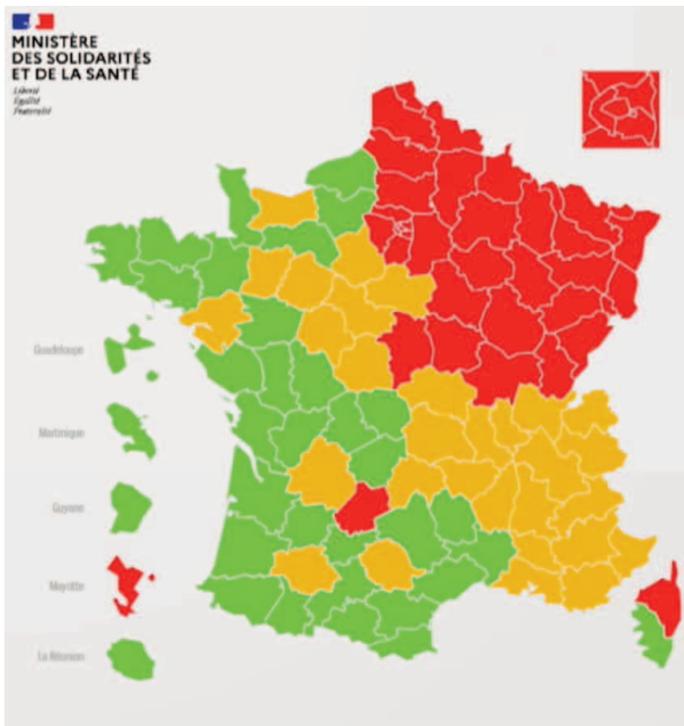
Cela démontre une fois de plus l'utilité d'avoir des élus communistes.

Jean-Christophe Vialaret



LE LOT VIRE AU ROUGE...

Ce n'est malheureusement pas le titre d'un journal local qui commenterait une forte progression du PCF lors d'une élection dans le Lot. Non, c'est la carte du ministère de la santé en vue du déconfinement du 11 mai. Au soir du 30 avril, le Lot apparaissait en rouge car « le virus circulerait beaucoup dans le département ». C'est le seul département d'Occitanie. Nous avons assisté à une levée de bouclier de nos politiques locaux tels qu'Aurélien PRADIE et Huguette TIENA députés du Lot, Jean-Claude REQUIER sénateur du Lot, Serge RIGAL président du conseil départemental du Lot.



S'inquiétant de l'image que cela renvoie du Lot, ils ont tous pris leurs plumes pour écrire au ministère de la santé en leur demandant le changement de couleur. Il aurait été préférable que ces mêmes élus s'inquiètent plus du sort de la santé dans le Lot.

Qu'ont-ils dit au moment des fermetures de lits et de services dans nos hôpitaux lotois ?

Ce sont-ils émus lorsque les journaux relatent les accouchements dans les camions de pompiers, faisant prendre des risques aux femmes ? Qu'ont-ils dit lorsque les urgences de Cahors étaient en

grève pour demander des moyens supplémentaires ?

Ce sont-ils inquiétés du sort de l'hôpital de Saint-Céré qui a pris de plein fouet la crise du CORONAVIRUS ?

Ce sont-ils inquiétés de la situation des EPAHD de Saint-Céré, Biars sur Cère et Bretenoux qui ont vu de nombreux cas parmi les résidents et le personnel ? Certains EPAHD ont été contraints de recruter en vitesse des aides soignants. Cela aurait mérité beaucoup plus une interpellation du ministère de la santé et ils ne l'ont pas fait parce que c'est le résultat de leur propre politique.

Et pendant la crise qu'on fait ces mêmes élus ?

Serge RIGAL et Jean-Claude REQUIER ont été aux abonnés absents, comme d'habitude. Huguette TIENA s'est contentée de relayer le message du gouvernement. Il y a peut-être un poste de porte parole du gouvernement à prendre ?

Aurélien PRADIE a fait du SARKOSY, beaucoup de gesticulation médiatique. Il dénonce la politique du gouvernement à Cahors tout en approuvant la loi d'urgence sanitaire à Paris.

Quand à la réalité de la carte du ministère de la santé ?

Le lendemain, le Lot repassait au vert, soulageant ces mêmes élus.

Il y aurait une erreur entre le nombre de tests et le nombre de passages aux urgences. Cela démontre le peu de crédit à apporter à cette carte.

Pendant la crise, le ministère a multiplié les explications contradictoires sur les masques, sur les tests par exemple.

Il a laissé nos soignants se protéger avec des sacs poubelles et des masques DECATHLON.

Dans une interview au JDD, Olivier VERAN, ministre de la santé, indique qu'il n'y aura peut-être pas l'allègement du confinement au 11 mai.

Cela démontre une nouvelle fois l'amateurisme de ce gouvernement mais là, ils ont joué avec la vie des français.

Emmanuel MACRON appelle à l'unité nationale pour lutter contre le CORONAVIRUS. Il ne peut pas y en avoir.

A la fin de la crise, un bilan devrait être fait sur sa gestion. Il faudra bien examiner si les choix politiques de toutes ses dernières années ont accéléré ou pas la propagation du virus, si des vies auraient pu être sauvées.

Si l'on veut que le jour d'après soit meilleur que le jour d'avant, il faudra bien qu'en matière de santé nos hôpitaux aient les moyens de fonctionner.

Jean-Christophe Vialaret



**L'HUMAIN
D'ABORD!**



PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

**REJOIGNEZ-NOUS !
WWW.PCF.FR**

LES MASQUES TOMBENT !

En mai 2019, l'agence nationale de Santé Publique rédigeait un rapport concernant les mesures de protection à mettre en place en cas de pandémie.

S'appuyant sur un modèle d'épidémie grippale affectant plus de 30 % de la population, Santé Publique France recommandait le port du masque pour les personnes ayant été en contact avec un malade, et la constitution d'une réserve stratégique de 50 masques par foyer soit un milliard de masques.

Ce rapport précisait que l'importance du stock était à considérer en fonction des capacités d'approvisionnement, et que le matériel « devait être positionné au plus près des utilisateurs selon un processus de distribution simple et lisible ».

Le gouvernement français a manifestement délibérément choisi d'ignorer cette recommandation, exposant au covid 19 les salariés obligés de travailler durant la période de confinement. Aujourd'hui, l'annonce de la commercialisation de plus de 300 millions de masques par la grande distribution provoque consternation et dégoût parmi les soignants qui n'ont pas été dotés de matériel de protection.

Le gouvernement se félicite d'« encadrer » les prix de vente, plafonnés à 95 centimes, soit 10 fois le prix de vente habituel. Un masque chirurgical est conçu pour un usage unique, et doit être changé dès qu'il devient humide, et au maximum au bout de 4 heures. Un masque FFP2, plus performant, doit être changé toutes les 8 heures et ne pas être réutilisé.

Les ménages, aux revenus amputés par les mesures de chômage partiel, devront consacrer une partie de leur budget à l'achat de ces masques, ou les recycler au risque de diminuer leur efficacité. Les conditions du port du masque doivent faire l'objet d'une communication claire, et ce matériel de protection doit être distribué à la population par l'Assurance Maladie au même titre que n'importe



quel dispositif médical pour garantir leur fiabilité et leur traçabilité. Ne pas respecter les recommandations scientifiques, et laisser se dérouler une course au profit sur la santé des gens n'est pas un manquement de notre gouvernement, mais une faute grave envers la santé publique qui devra faire l'objet d'une enquête approfondie, et d'un jugement.

Lydie Lymer



Le travail « virtuel », nouveau fétichisme de la marchandise

Au cours de la crise du Covid-19, chacun aura observé la facilité avec laquelle a été organisé le télétravail et le caractère apolo-gétique qui l'accompagne le plus souvent. Certes, il présente des avantages pour certains travailleurs, certainement pas les plus précaires : diminution du temps de transport, aménagements personnels et compatibilité, dit-on, avec une vie de famille...

On parle moins de la contribution du télétravail au profit du patronat.

Or, comme le souligne IT Social du 16 mars 2020, dès le premier jour du confinement, « la Digital Workplace, le poste de travail virtualisé, améliorerait la productivité des employés en réduisant les coûts et en augmentant leur performance ». Nul besoin de statistiques pour comprendre que la réduction du temps de transport profite au rendement du travail en réduisant la fatigue des trajets aux heures d'affluence. Avantage supplémentaire : les investissements en

transports publics se réduisent, diminuant ainsi le « coût » du travail.

Le télétravail a un autre avantage non négligeable pour les employeurs et les assurances : en restant à la maison, le travailleur risque moins un accident de travail qui, pour être reconnu comme tel, exige de se produire dans le lieu de travail ou en route pour s'y rendre, par opposition à l'accident domestique : il coûtera moins cher aux assurances et mutuelles et, finalement, à l'employeur.

On le voit, le télétravail promu par l'épidémie de Covid-19 augmente le nombre d'heures de travail et la productivité de celles-ci. Inutile de dire qu'il augmente la plus-value et agit ainsi comme agent efficace du fétichisme de la marchandise, et partant de l'aliénation des travailleurs. L'adjectif « virtuel » par lequel on qualifie ce travail sur ordinateur en dit long sur sa prétendue virtualité : la plus-value n'a jamais

été si bien dissimulée que derrière les écrans, le fétiche n'a jamais été aussi magique qu'à l'ère de l'informatique et du virtuel.

Comment penser que cette leçon ne va pas être retenue par le système capitaliste ?

Comment penser que les profits générés par les mesures de confinement ne vont pas être captés par les patrons et susciter leur enthousiasme ?

Mais le télétravail a un autre avantage pour un système fondé sur le profit, dont la contestation constitue toujours une menace pour le capital : il permet un meilleur pointage des salariés

Extrait d'un article de la revue *Progressiste*
écrit par Antoinette Molinié
directrice de recherche émérite au CNRS,
membre du comité d'éthique du CNRS

Jean-Marc Bouvet



LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DU PEUPLE CUBAIN : GESTE RARE EN CES TEMPS DE CRISE !

C'est à mettre à l'honneur de ce petit pays des caraïbes dont la réputation en matière de système de santé n'est plus à faire. Le ministre des affaires étrangères de Cuba, M. Bruno Rodriguez Parilla déclarait récemment :

« C'est la première fois qu'une brigade médicale cubaine apporte son appui au Togo où c'est un engagement de Cuba envers un pays avec lequel nous avons des liens historiques d'amitié et de solidarité »

La coopération internationale est essentielle pour freiner sa progression et en atténuer les effets. Les différences politiques doivent être écartées, pour ouvrir la voie à la recherche conjointe des réponses-



Pour le Chef de la délégation cubaine, D^r Miguel Gomez Cruz, c'est la première fois que Cuba envoie une équipe médicale au Togo. Ils seront déployés dans les différentes structures sanitaires du pays dans la prise en charge des cas positifs

nécessaires. Ce renfort de médecins cubains arrivés au Togo, prolonge la solidarité internationale de la République socialiste de Cuba envers l'Afrique ou des médecins cubains de « 18^e Brigade médicale Henry Reeve » sont à pied d'œuvre en Angola depuis plusieurs semaines. Lorsqu'on se rappelle qu'au mois de mars, l'Union européenne restait sourde, et ne répondait pas aux appels urgents à l'aide de l'Italie. A ce moment-là pays du monde le plus durement

frappé par la crise du Covid-19, une équipe de 52 médecins cubains de la « Brigade médicale Henry Reeve » a forcé l'admiration en débarquant le 21 mars en Lombardie province la plus durement affectée par la pandémie, ou ils furent accueillis comme des héros. Une seconde équipe a ultérieurement été envoyée en Italie.

« Cuba est un petit pays, mais ce que nous pouvons offrir est notre capacité médicale et nous l'offrons avec le cœur »

avait déclaré au journal La Stampa, José Carlos Rodriguez l'ambassadeur de Cuba en Italie. Cuba, petit pays des caraïbes de 11 millions d'habitants, a développé sous l'impulsion de Fidel Castro, un système de santé publique qui compte 34 universités de médecine, 95000 médecins, dont 15000 dentistes, 89000 infirmiers et infirmières et personnels de santé. A Cuba la santé est une priorité et l'expertise de ses équipes médicales, notamment en matière de lutte contre les pandémies s'exporte dans le monde entier. Plusieurs équipes médicales Cubaines se sont précédemment employées en Afrique, notamment pour lutter contre l'épidémie Ebola. Répondant à une demande de l'OMS, trente des médecins de cette brigade avaient été mobilisés en 2014 pour lutter contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest. Habités des coopérations internationales, plus de 50.000 professionnels de santé de Cuba, travaillent dans plus d'une quarantaine de pays à travers le monde. A ce jour, depuis le début de la pandémie, Cuba, fidèle à ses traditions et à sa politique de coopération internationale a répondu positivement aux 13 autres pays qui après l'Italie ont sollicité son aide dans la lutte contre le Covid-19, et envoyé plusieurs centaines de médecins en Andorre, Angola, Belize, Grenade, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Suriname, Venezuela, Togo..., et se déclare encore prêt à répondre à toutes les demandes d'aide médicale. Le blocus des États-Unis est encore plus cruel et génocidaire qu'en temps normal, avec des conséquences désastreuses pour l'économie cubaine et créant une situation particulièrement douloureuse pour la vie quotidienne de la population.

William Gout



Maman j'ai peur !

Une nation possédant environ 250 bombes nucléaires, qui est fabricant d'armes les plus sophistiquées qu'il soit, qui montre son

manifestants qui réclament à cor et à cri de soigner les services publics. Se trouva fort dépourvu quand l'épidémie fût venue.



magnifique porte-avion CDG sur toutes les mers, qui installe des hôpitaux militaires à la campagne pour 15 contagieux, qui est capable de déplacer des malades en TGV... Ça en jette quand même pas mal. Sans se soucier des centaines de milliers de

Cette nation commande donc des masques à la sauvette et aérateurs dans la précipitation demande aux couturières retraitées de sortir leur machine à coudre pour fabriquer ces dits masques, des villages perdus se jettent à corps perdus dans l'aventure, des

constructeurs de chambres à air se mettent à pomper pour des aérateurs, enfin nous sommes le 5 mai et le déconfinement est promis pour le 11 mai par Jupiter et nous présente une carte de France en vert et rouge par département reconnaissant les bons et les mauvais.

Ça ne vous rappelle rien... le fil rouge avec le fil rouge le fil vert avec le...

Cette classe bourgeoise qui nous gouverne, qui est élue je vous rappelle, c'est la 7^e Compagnie, et en nous montrant les faiblesses du CDG c'est la croisière s'amuse... un vrai cinéma.

Cette classe qui nous moralise, qui nous culpabilise, qui nous explique à longueur d'antenne est vraiment à bout de souffle, vivement demain, plus jamais ça. La lutte des classes est plus que jamais à l'ordre du jour. Le dimanche 3 mai, surprise on a retrouvé la 7^e compagnie... des masques plein partout, des millions dans les grandes surfaces.

Soyons vigilants camarades, le jour d'après, les bourgeois nous prépareront la construction de la ligne Maginot commandée par le Général NIVELLE.

Espoir et courage pour le changement.

Stéphan Anelli

**JE CHOISIS
LES PRODUITS D'OCCITANIE
PRÈS DE CHEZ MOI. ”**

**Dans le Lot,
180 producteurs vous livrent à domicile**

solidarite-occitanie-alimentation.fr/lot

Sud de France
LE MEILLEUR DE L'OCCITANIE

La Région Occitanie
Pyrénées - Méditerranée

wordBRAIN © C.Deschamps - Shutterstock - 2020

Mise en page : Duo Graphic - CAHORS - Tél. 05 65 31 86 99

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.